

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR

avril 1999
à
mars 2000

ISBN 1-894055-29-2

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

août 2001

Lettre de présentation à l'intention du Comité sur le commerce intérieur

Il me fait plaisir de vous présenter le Rapport annuel du Secrétariat du commerce intérieur relatif à l'Accord sur le commerce intérieur pour la période du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000.

Le rapport annuel de l'année dernière indiquait que les procédures du Secrétariat relatives à la préparation de ces rapports avaient été révisées dans le but de pouvoir les présenter dans des délais plus rapides. Le prochain rapport annuel, pour l'année 2000-2001, sera publié en octobre 2001. À ce moment-là, le Secrétariat aura réalisé son objectif visant à « se rattraper » dans la publication de ses rapports annuels. Par la suite, le Secrétariat publiera son rapport annuel au plus tard le mois d'août suivant l'année visée par le rapport.

À titre de rappel, l'état actuel des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'ACI, lequel est mis à jour à tous les quatre mois, se trouve dans la section « Réalisés depuis la mise en œuvre de l'ACI » du site Web du Secrétariat situé à l'adresse suivante : www.intrasec.mb.ca.

Les Parties ont continué à concentrer leurs efforts sur la réalisation de leurs obligations demeurrées en suspens en vertu de l'ACI. Cependant, la période visée par le présent rapport a vu également la fin de deux initiatives importantes, notamment :

- 1) la mise au point finale des plans relatifs à un projet important de consultations nationales publiques prévues pour l'année 2000-2001; et
- 2) la préparation d'un rapport sur l'avenir de l'ACI à l'intention du Comité du commerce intérieur, lequel confirme l'importance accordée à l'exécution des obligations demeurrées en suspens, traite de la nécessité d'examiner les exigences en matière de présentation de rapports ainsi que les exceptions et les exclusions contenues dans l'ACI et prévoit des initiatives concrètes pour l'amélioration du commerce intérieur au Canada.

Au cours de la période visée par le présent rapport, l'annexe relative au secteur des MESSS est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999 dans toutes les provinces et territoires, à l'exception de la Colombie-Britannique et du Yukon. La présente annexe établit les dispositions relatives aux marchés publics applicables au secteur des MESSS (c.-à-d., les municipalités et organismes municipaux, les conseils et commissions scolaires, les entités d'enseignement supérieur, les services de santé et les services sociaux financés par l'État)

Grâce à l'entrée en vigueur de l'annexe relative au secteur des MESSS et à l'amorce des travaux relatifs au « guichet » d'accès Internet, lequel affichera, lorsqu'il sera opérationnel, les sites Web des entités du secteur des MESSS qui publient des avis d'appel d'offres d'un bout à l'autre du pays, la réalisation de l'objectif visant à offrir aux fournisseurs canadiens un accès égal à tous les projets de marchés publics sera de plus en plus possible.

La période visée par le présent rapport tire à sa fin en même temps que les préparations visant à finaliser l'organisation d'une réunion du CCI sont presque terminées. Cette réunion qui se

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

tiendra en avril 2000 constituera la première réunion de ce Comité depuis février 1998.

André Dimitrijevic
Directeur général
Secrétariat du commerce intérieur

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Les ministres du Comité du commerce intérieur¹

Brian Tobin (coprésident fédéral)
Ministre de l'Industrie
Canada

Halvar C. Jonson (coprésident provincial)
Minister of International & Intergovernmental
Relations « Ministre des Relations
internationales et intergouvernementales »
Alberta

Peter Mesheau (vice-président provincial)
Ministre des Investissements et des
Exportations
Nouveau-Brunswick

Beaton Tulk
Minister of Industry, Trade and Rural
Development « Ministre de l'Industrie, du
Commerce et du Développement rural »
Terre-Neuve et Labrador

Gordon Balser
Minister of Economic Development
« Ministre de l'Expansion économique »
Nouvelle-Écosse

Michael Currie
Minister of Development & Technology
« Ministre du Développement et de la
Technologie »
Île-du-Prince-Édouard

Gilles Baril
Ministre d'État aux Régions, ministre des
Régions, ministre de l'Industrie et du
Commerce et ministre responsable du Loisir
et du Sport
Québec

Robert Runciman
Minister of Economic Development & Trade
« Ministre de l'Expansion économique et
du Commerce »
Ontario

MaryAnn Mihychuk
Ministre de l'Industrie, du Commerce et des
Mines
Manitoba

Chris Axworthy
Minister of Intergovernmental Affairs
« Ministre des Affaires
intergouvernementales »
Saskatchewan

Rick Thorpe
Minister of Competition, Science and
Enterprise « Ministre de la Compétition, de la
Science et de l'Entreprise »
Colombie-Britannique

Joseph L. Handley
Minister of Resources, Wildlife & Economic
Development « Ministre des Ressources, de
la Faune et de l'Expansion économique »
Territoires du Nord-Ouest

Scott Kent
Ministre de l'Expansion économique
Yukon

¹ en date d'août 2001

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Table des matières

1)	Revue des faits saillants de l'année	1
2)	Vue d'ensemble	3
	A) Contenu de l'Accord	3
	B) Principes directeurs	3
	C) Chapitres sectoriels	4
	D) Règlement des différends	6
	E) Structure organisationnelle du commerce intérieur	7
	F) Les obligations en vertu de l'Accord	8
3)	État des progrès - Chapitre par chapitre	9
	Chapitres un à quatre	9
	Marchés publics (Chapitre cinq)	9
	Investissement (Chapitre six)	11
	Mobilité de la main-d'œuvre (Chapitre sept)	13
	Mesures et normes en matière de consommation (Chapitre huit)	15
	Produits agricoles et produits alimentaires (Chapitre neuf)	17
	Boissons alcooliques (Chapitre dix)	18
	Transformation des ressources naturelles (Chapitre onze)	20
	Énergie (Chapitre douze)	21
	Communications (Chapitre treize)	21
	Transports (Chapitre quatorze)	22
	Protection de l'environnement (Chapitre quinze)	23
	Dispositions institutionnelles (Chapitre seize)	24
	Procédures de règlement des différends (Chapitre dix-sept)	25
	Dispositions finales (Chapitre dix-huit)	26
4)	Pour plus d'information	29
	A) Adresse du Secrétariat du commerce intérieur	29
	B) Adresses des Représentants du commerce intérieur	29

ANNEXES

ANNEXE « A » :	Comités et Groupes de travail	33
ANNEXE « B » :	Secrétariat du commerce intérieur	35
ANNEXE « C » :	Différends et plaintes	37
ANNEXE « D » :	Obligations en suspens	51
	Général	52
	Par Partie	77
ANNEXE « E » :	États financiers	89

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

1) Revue des faits saillants de l'année

En 1999-2000, les Parties à l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) ont poursuivi les négociations prescrites par l'Accord, lesquelles sont nécessaires en vue de mettre en œuvre l'Accord et d'exécuter les obligations demeurées en suspens qui y sont contenues.

Quant aux activités particulières entreprises au cours de l'année, en voici les points saillants :

- l'entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999 de l'annexe 502.4, laquelle établit les dispositions relatives aux marchés publics applicables au secteur des MESSS (c.-à-d., les municipalités et organismes municipaux, les conseils et commissions scolaires, les entités d'enseignement supérieur, les services de santé et les services sociaux financés par l'État);
- la poursuite des négociations en vue de réduire le nombre d'entités publiques non visées par les règlements en matière de marchés publics;
- l'examen concernant la faisabilité de développer un outil de recherche pour les projets de marchés publics;
- la poursuite des négociations en vue de clarifier le Code de conduite en matière de stimulants;
- l'élaboration d'un plan détaillé en vue d'assurer le respect des obligations relatives à la mobilité de la main-d'œuvre contenues au chapitre sept (Nota: dans l'Entente sur l'union sociale datée du 4 février 1999, les premiers ministres, sauf le premier ministre du Québec, ont convenu que les entités assujetties au chapitre 7 doivent respecter intégralement les dispositions de cette entente, au plus tard le 1^{er} juillet 2001);
- l'approbation d'un programme visant à promouvoir la coopération en ce qui concerne les questions relatives à la consommation qui dépassent la portée des exigences de l'ACI;
- la poursuite des travaux de collaboration avec l'Association canadienne de normalisation en vue d'élaborer des normes canadiennes d'assurance de la qualité pour les marchés publics des gouvernements portant sur les ordinateurs;
- la poursuite des négociations en vue de régler la question demeurée en suspens dans le chapitre sur l'énergie concernant la nature et l'étendue des exclusions relatives aux programmes de développement économique régional;
- l'élaboration d'un projet de consultations publiques débutant à l'automne 2000;
- la normalisation du type d'information présenté par les gouvernements concernant les marchés publics par l'utilisation d'un modèle commun de présentation;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- la rationalisation du processus actuel de règlement des différends prévu au chapitre 17 à la suite de l'examen du processus utilisé dans le cadre de la constitution du premier groupe spécial;
- l'organisation d'une série de réunions consultatives avec des groupes d'entreprises, des associations de travailleurs et des organismes non gouvernementaux au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique;
- l'amorce de l'élaboration d'un « guichet » d'accès par Internet contenant des liens conduisant à des sites Web du secteur public canadien susceptibles de publier des avis d'appel d'offres;
- l'achèvement d'un rapport présenté au CCI sur les points à examiner relativement à l'avenir de l'ACI;
- la réalisation des préparations nécessaires en vue de parer aux problèmes éventuels causés par le bogue de l'an 2000.

Au cours de l'année 1999-2000, 24 différends ont été présentés officiellement par le biais des mécanismes de règlement des différends prévus en vertu de l'Accord. De ce nombre, 14 avaient été réglés avant la fin de l'année, 2 ne sont pas actifs et 8 étaient demeurés en suspens. Depuis l'entrée en vigueur de l'ACI en juillet 1995, un total de 89 différends a été présenté à ce jour, parmi lesquels 77 ont été résolus. De plus, la durée moyenne des délais de règlement des différends a diminué de façon constante et est passée de 5,3 mois en 1995-96 à 3,4 mois au cours de la période visée par le présent rapport, représentant une durée moyenne de 4,3 mois au cours de la période qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur de l'ACI.

Les sections suivantes du présent rapport décrivent de manière détaillée les activités susmentionnées ainsi que d'autres activités entreprises en vertu de l'ACI au cours de l'année 1999-2000.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

2) Vue d'ensemble

A) Contenu de l'Accord

L'Accord sur le commerce intérieur est une entente entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en vue de réduire et d'éliminer les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada.

L'ACI contient :

- C **des règles générales** qui interdisent aux gouvernements de créer de nouveaux obstacles au commerce intérieur et les obligent à réduire les obstacles existants dans les secteurs visés par l'Accord;
- C **des obligations précises qui régissent la conduite des gouvernements dans des secteurs économiques clés**, notamment les achats des gouvernements, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre;
- C **des mesures de rationalisation et d'harmonisation des règlements et des normes** (par ex. les transports et la protection du consommateur);
- C **un mécanisme officiel de règlement de différends** accessible aux gouvernements et, à certaines conditions, aux particuliers et aux entreprises;
- C **des engagements à libéraliser davantage le commerce** par la négociation continue et des plans d'actions spécifiques.

B) Principes directeurs

L'ACI repose sur six règles générales visant à interdire aux gouvernements d'ériger de nouvelles barrières commerciales et à éliminer les barrières existantes :

- C **Non-discrimination**
Établir un traitement égal pour les personnes, les produits, les services et les investissements canadiens.
- C **Droit d'entrée et de sortie**
Interdire les mesures qui restreignent la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements au-delà des frontières provinciales et territoriales.
- C **Absence d'obstacles**
S'assurer que les politiques et les pratiques des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ne fassent pas obstacle au commerce.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- **Objectifs légitimes**
S'assurer que les objectifs du gouvernement fédéral, des provinces ou des territoires qui ne sont pas de nature commerciale et qui peuvent entraîner certaines dérogations aux règles générales, n'aient qu'un impact négatif minimal sur le commerce interprovincial.
- C **Conciliation**
Fournir l'encadrement propice à l'élimination des obstacles au commerce créés par les différences au niveau des normes et de la réglementation dans les différentes régions du Canada.
- C **Transparence**
Assurer que l'ensemble de l'information est accessible aux entreprises, aux particuliers et aux gouvernements intéressés.

C) **Chapitres sectoriels**

L'Accord vise à réduire les obstacles au commerce intérieur dans les onze secteurs d'activité suivantes :

- C **Marchés publics**
Éliminer les marges préférentielles locales, les spécifications techniques et les exigences en matière d'enregistrement de nature discriminatoire et d'autres pratiques semblables à l'endroit de fournisseurs non résidents et ce, afin d'assurer que tous les fournisseurs canadiens puissent avoir un accès égal aux marchés publics. Récemment les négociations visant à étendre les dispositions de ce chapitre au secteur des MESSS (municipalités, organismes municipaux, conseils et commissions scolaires ainsi que les entités d'enseignement supérieur, des services de santé ou services sociaux financées par l'État) ont été terminées.
- C **Investissement**
Prévenir le traitement discriminatoire des entreprises canadiennes fondé sur l'endroit où est établi le siège social, limiter les exigences de résidence locale, interdire l'imposition de conditions en matière de contenu et d'achats locaux et concilier les exigences en matière d'enregistrement et de déclarations des sociétés afin que les entreprises canadiennes puissent prendre leurs décisions commerciales en fonction des conditions du marché.
- C **Mobilité de la main-d'œuvre**
Éliminer les obstacles existants à l'intérieur des provinces et territoires en matière de résidence, de normes d'agrément et de reconnaissance professionnelle afin de permettre aux travailleurs qualifiés, tels que les comptables agréés, les avocats, les ouvriers de la construction et les gens de métier, d'exercer leur métier ou leur profession partout au Canada.
- C **Mesures et normes en matière de consommation**
Concilier les exigences provinciales et territoriales en matière de protection du

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

consommateur, dont l'existence crée des barrières non tarifaires, afin de permettre aux entreprises canadiennes de bénéficier d'économies d'échelle en vendant les mêmes produits sur des marchés plus vastes.

- C **Produits agricoles et produits alimentaires**
Éliminer les obstacles techniques entre les provinces, tels que les différentes normes relatives aux produits et au classement, et les règlements relatifs aux plantes et à l'hygiène animal. Examiner les systèmes de gestion d'approvisionnement dans le secteur du lait, de la volaille et des œufs ainsi que les programmes sur le transport du grain de l'Ouest et de sécurité du revenu en matière agricole et les aspects relatifs au marché intérieur de ces programmes.
- C **Boissons alcooliques**
Interdire les pratiques discriminatoires concernant l'inscription des produits au catalogue, l'établissement des prix, la distribution et la promotion des ventes entre les régies des alcools et entre les points de vente au détail des provinces et territoires.
- C **Transformation des ressources naturelles**
Interdire la création de nouveaux obstacles relatifs à la transformation des ressources forestières, halieutiques et minérales.
- C **Énergie**
Harmoniser les règles régissant le commerce de toutes les formes d'énergie. (La négociation de ce chapitre se poursuit).
- C **Communications**
Assurer un accès équitable aux réseaux et aux services publics de télécommunications.
- C **Transports**
Harmoniser la réglementation relative aux véhicules commerciaux telle que les normes de sécurité, les critères de poids et de dimensions des véhicules lourds, les connaissements, les mesures de taxation et les conditions d'émission des permis d'opération.
- C **Protection de l'environnement**
Veiller à ce que les mesures fédérales, provinciales et territoriales en matière de protection de l'environnement ne deviennent pas des barrières non tarifaires.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

D) Règlement des différends

Une des idées maîtresses de l'Accord sur le commerce intérieur est de maximiser la coopération et de réduire au minimum les litiges. C'est dans cet esprit que des procédures de règlement des différends en plusieurs étapes ont été mises en place pour régler les litiges qui surviendront entre les gouvernements et entre les gouvernements et les particuliers.

i) Procédures de prévention et de règlement des différends prévus dans les chapitres sectoriels

Les chapitres sectoriels, à l'exception du chapitre 13, ont tous leur propre processus de règlement des différends. La procédure peut être engagée soit par un particulier ou un entreprise en adressant une lettre décrivant les grandes lignes du problème au Représentant du commerce intérieur de la province ou territoire dont il est résident, soit par un gouvernement (fédéral, provinciaux ou territoriaux) en demandant des consultations quand il existe des préoccupations en ce qui concerne les pratiques d'un autre gouvernement. Les deux gouvernements impliqués tiendront alors des consultations et essaieront de trouver une solution acceptable. Lorsque cette procédure n'aboutit à aucune solution, le différend est soumis aux **procédures de prévention et de règlement des différends** prévus au chapitre dix-sept de l'Accord.

ii) Procédures de règlement des différends en vertu du chapitre dix-sept

Seul un gouvernement peut initier la procédure de règlement des différends entre **un gouvernement et un gouvernement**.

Cette procédure peut être engagée, pour le compte d'un particulier ou d'une entreprise, de deux façons :

- C Un particulier ou une entreprise peut demander à leur gouvernement que soit engagée une procédure entre **un gouvernement et un gouvernement**. Cette procédure peut inclure l'aide du Comité sur le commerce intérieur et la constitution d'un groupe spécial chargé de régler le différend.
- C Si le gouvernement choisit de ne pas prendre charge de la plainte, un particulier ou une entreprise peut procéder avec la procédure de règlement des différends **entre une personne et un gouvernement**. La plainte est alors évaluée par un examinateur indépendant qui juge si la plainte est fondée. Dans l'affirmative, un groupe spécial est constitué.

Dans les deux cas, le groupe spécial entend la plainte et produit son rapport dans les quarante-cinq jours suivant la fin des audiences. Si le gouvernement visé par la plainte ne met pas en œuvre les recommandations du groupe spécial dans un délai de soixante jours, le rapport est rendu public. Si la question n'est pas réglée au bout d'un an, le gouvernement plaignant peut prendre une mesure de rétorsion pourvu qu'elle s'applique

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

au même secteur que celui visé par la plainte et qu'elle ait les mêmes effets économiques.

E) Structure organisationnelle du commerce intérieur

i) Le Comité sur le commerce intérieur

L'Accord établit un Comité des ministres chargé de veiller à sa mise en œuvre. Au cours de la période visée par le présent rapport, la présidence du Comité était assurée conjointement par le Canada et l'Ontario. L'Accord prévoit une réunion annuelle sur convocation de la présidence du Comité.

Le Comité sur le commerce intérieur se réunit normalement au besoin afin de traiter des questions les plus importantes et d'examiner les progrès de la mise en œuvre de l'Accord. En l'occurrence, le Comité s'est réuni quatre fois entre l'entrée en vigueur de l'Accord et la fin de la période visée par le présent rapport (en novembre 1995, en mars 1996, en juin 1996 et en février 1998). En outre, des conférences téléphoniques ont été organisées, au besoin, afin de traiter des plaintes déposées en vertu des procédures de règlement des différends de l'Accord.

ii) Les Représentants du commerce intérieur

Chaque gouvernement a nommé un Représentant du commerce intérieur pour participer à une comité de fonctionnaires dont le rôle consiste à superviser l'application de l'Accord et du programme de travail dans l'Accord. Les représentants du commerce intérieur se réunissent au besoin, soit en moyenne six fois par an. On trouvera la liste des représentants à la Section 4 du présent rapport, intitulée « **Pour plus d'information...** » .

iii) Autres comités établis en vertu de l'Accord

Plusieurs chapitres de l'Accord prévoient la création de comités de fonctionnaires chargés de remplir les obligations qui y sont énoncées. Dans d'autres cas, ces obligations ont été confiées à des comités de fonctionnaires ou à des forums ministériels existants. Par exemple, la mise en œuvre du chapitre sur la mobilité de la main-d'œuvre a été confiée au Forum des ministres du marché du travail.

L'annexe A présente la liste de ces divers comités.

iv) Le Secrétariat du commerce intérieur

Le Secrétariat du commerce intérieur rend compte au Comité sur le commerce intérieur des activités relatives à l'administration et à l'application de l'Accord. Le Secrétariat soutient les Représentants du commerce intérieur et les divers comités en coordonnant les activités qui visent à mettre en œuvre l'Accord et à étendre son champ d'application et en administrant la procédure de règlement des différends. De plus, il fournit au public des renseignements au sujet de l'Accord.

L'annexe B contient des renseignements concernant le personnel du Secrétariat. L'annexe E comprend les états financiers vérifiés du Secrétariat au 31 mars 2000.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

F) Les obligations en vertu de l'Accord

Le Secrétariat du commerce intérieur surveille les progrès de la mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur. À cet égard, le Secrétariat a préparé les deux tableaux trouvés en annexe D. Le premier tableau fait rapport des obligations en suspens qui relèvent de la responsabilité des Parties en général, en les regroupant par chapitre et par catégorie. Le deuxième tableau énumère les obligations en suspens qui relèvent de la responsabilité des Parties elles-mêmes et qui ne sont pas encore satisfaites.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

3) État des progrès - Chapitre par chapitre

Chapitres un à quatre

Les chapitres 1 à 4 de l'Accord sur le commerce intérieur énoncent les *Principes directeurs*, les *Définitions générales*, les *Compétences constitutionnelles* et les *Règles générales*.

Les objectifs, l'étendue des obligations et les règles générales de l'Accord sont énoncés dans ces chapitres. Depuis son entrée en vigueur, l'Accord fonctionne en vertu de ces principes dont les termes s'appliquent dans la mesure prévue dans les chapitres sectoriels. Il n'y a aucune obligation en suspens à l'égard de ces quatre chapitres que les gouvernements sont tenus de respecter.

Marchés publics (Chapitre cinq)

L'Accord prévoit :

- C l'égalité d'accès pour tous les fournisseurs Canadiens aux marchés publics dont la valeur dépasse certains seuils. Il prévoit également que tous les produits, services et fournisseurs des autres provinces ou territoires doivent recevoir un traitement non moins favorable que le meilleur traitement accordé aux produits, services et fournisseurs locaux;
- C l'égalité d'accès pour tous les fournisseurs Canadiens aux appels d'offres et le développement d'un système électronique d'appel d'offres;
- C l'interdiction d'exigences en matière de contenu local;
- l'introduction des procédures de contestation des offres par lesquelles les fournisseurs pourraient poursuivre des plaintes relatives aux marchés publics des provinces et du gouvernement fédéral;
- C l'élargissement du champ d'application de l'Accord pour inclure les municipalités, les organismes municipaux, les conseils et commissions scolaires, ainsi que les entités d'enseignement supérieur, de services de santé et de services sociaux financées par l'État (MESSS) avant le 30 juin 1995;
- C la révision des listes des entités et des services non visés.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- ont terminé les négociations sur les dispositions relatives aux marchés publics des entités du secteur MESSS qui seront en forme d'annexe à l'ACI;
- ont poursuivi les négociations afin de réduire le nombre de services exclus de l'Accord;
- ont poursuivi des négociations afin de réduire le nombre d'entités gouvernementales exclues de l'Accord et ont élaboré une annexe visant les entités gouvernementales de nature commerciale ou industrielle;
- ont conclu un contrat avec un fournisseur de service pour le développement d'un système commun d'appel d'offres électroniques, ont complété le développement et la mise en œuvre du système et ont étendu la participation des gouvernements à ce système;
- ont mis sur pied un groupe de travail afin d'étudier l'établissement des rapports;

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- ont mis en œuvre, le 1^{er} juillet 1999, une nouvelle annexe relative aux dispositions sur les marchés publics des entités du secteur MESSS et ont continué leurs efforts afin de sensibiliser et d'informer les entités du secteur des MESSS de l'existence de ces nouvelles dispositions;
- ont poursuivi les négociations afin d'inclure les entités gouvernementales de nature commerciale ou industrielle et ont perfectionné la liste des entités qui seront assujetties à la nouvelle annexe proposée;
- ont identifié des options pour le traitement des services d'électricité;
- ont continué à examiner des options visant à donner aux fournisseurs canadiens une facilité d'accès aux appels d'offres des marchés publics du secteur des MESSS, y inclus la faisabilité de mettre sur pied un « guichet unique » aux marchés publics du secteur des MESSS;
- ont convenu d'élaborer un site Web « porte d'entrée » lequel énumérerait les sites Web susceptibles de publier les marchés publics;
- ont examiné l'établissement de rapports en vertu du chapitre et ont adopté un modèle commun pour l'établissement de rapports afin que les rapports soumis par les Parties soient plus complets et plus uniformes.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- conclure les négociations concernant l'inclusion des entités gouvernementales de nature commerciale ou industrielle en approuvant le texte d'une annexe visant de telles entités, en précisant les entités qui seront assujetties par ladite annexe, et en précisant le traitement des entités qui demeureront non visées;
- déterminer la mise en oeuvre de la décision ministérielle se rapportant au traitement des services d'électricité;
- mettre sur pied une « porte d'entrée » aux marchés publics canadiens;
- continuer à examiner le concept d'un « guichet unique » aux marchés publics étant donnée l'expiration éventuelle des contrats que nombreuses Parties ont conclus avec un fournisseur de service d'appel d'offres électroniques;
- continuer à examiner l'établissement de rapports en vertu du chapitre afin de simplifier et d'améliorer la qualité des rapports soumis.

Investissement (Chapitre six)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction d'imposer un traitement discriminatoire aux investisseurs et aux entreprises du Canada fondé sur le lieu de résidence, le lieu de constitution en société ou l'emplacement du siège social;
- C l'interdiction des exigences de présence locale et de résidence comme condition à l'exercice d'activités commerciales ou à l'investissement, sauf lorsque ces exigences sont nécessaires pour atteindre un objectif légitime. Cependant, l'Accord prévoit que, au plus tard le 31 décembre 1995, les Parties inscrivent dans une annexe les exigences qui sont maintenues et, au plus tard le 31 décembre 1996, les examinent afin de déterminer s'il convient de les conserver, de les supprimer ou de les remplacer;
- C la préparation, au plus tard le 15 juillet 1995, d'un plan de conciliation des exigences en matière d'enregistrement et de déclaration des sociétés extraprovinciales;
- C l'interdiction d'imposer aux investisseurs ou aux entreprises des autres Parties des exigences relatives au contenu local, à l'achat de produits ou de services locaux ou au choix d'un fournisseur local;
- C la restriction du recours aux stimulants, dont l'interdiction des stimulants visant à inciter une entreprise à déménager sur le territoire d'une Partie (le « maraudage »)

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

et l'obligation de préparer un rapport annuel sur les stimulants.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont achevé une liste d'exigences en matière de présence locale et de résidence toujours en vigueur à joindre à l'annexe 604.4 (Exigences de présence locale et de résidence) et ont convenu d'entreprendre un examen continu de cette liste afin de recommander aux ministres le maintien, la suppression ou le remplacement de ces mesures;
- C ont mise au point une annexe à l'Accord (annexe 606) visant à concilier les exigences applicables aux sociétés extraprovinciales en matière d'enregistrement et de déclaration et ont amorcé l'élaboration d'un système électronique d'enregistrement et de déclaration qui facilitera la mise en œuvre de l'annexe;
- C ont complété le rapport annuel de 1995-1996 sur les stimulants;
- C ont élaboré des lignes directrices provisoires concernant le mode de présentation et le contenu des rapports annuels futurs sur les stimulants;
- ont initié des négociations visant à clarifier et améliorer le code de conduite en matière des stimulants (annexe 608.3).

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont poursuivi l'élaboration du système électronique d'enregistrement et de déclaration des sociétés extraprovinciales;
- C ont continué des négociations visant à clarifier et améliorer le code de conduite en matière des stimulants (annexe 608.3).

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C terminer l'élaboration et la mise en œuvre du système électronique d'enregistrement et de déclaration des sociétés extraprovinciales;
- C continuer les négociations visant à clarifier et améliorer le code de conduite en matière des stimulants;
- C mettre au point les lignes directrices concernant le mode de présentation et le contenu des rapports annuels sur les stimulants et poursuivre l'achèvement des rapports des années précédentes en suspens.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Mobilité de la main-d'œuvre (Chapitre sept)

L'Accord prévoit :

- C l'élimination des exigences en matière de résidence en tant que condition pour l'obtention d'un emploi, d'une autorisation d'exercer, d'une reconnaissance professionnelle ou d'une immatriculation;
- C que les mesures adoptées en matière d'autorisation d'exercer, de reconnaissance professionnelle ou d'immatriculation des travailleurs des autres Parties soient fondées principalement sur la compétence, qu'elles soient publiées et n'entraînent pas des retards inutiles ou des frais trop lourds pour les travailleurs;
- C la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles requises par les autres Parties et la mise sur pied d'un processus visant à harmoniser les normes professionnelles;
- C qu'il appartient aux Parties d'assurer le respect des dispositions de ce chapitre par les autres paliers de gouvernements et par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui exercent des pouvoirs qui leur sont délégués par la loi en regard des questions visées par le chapitre et il prévoit également qu'il incombe aux Parties de prendre les mesures nécessaires si elles n'ont pu obtenir le respect volontaire par les organismes visés des dispositions «dans un délai raisonnable».

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont modifié les mesures non conformes telles que les exigences en matière d'immatriculation et de résidence en tant que condition pour l'obtention d'un emploi;
- C ont pris des mesures importantes en vue d'assurer le respect des obligations du chapitre, dont celles-ci :
 - ont élaboré des lignes directrices détaillées relatives aux exigences de conformité lesquelles ont été envoyées par la poste à plus de quatre cent organismes de réglementation;
 - ont participé à des centaines de réunions avec les organismes visés afin de leur expliquer leurs obligations,
 - ont appuyé un programme de financement par moyen d'un programme de Développement des ressources humaines Canada en vue d'aider les organismes de réglementation à se conformer aux obligations;

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- ont participé à plus de quarante réunions de consortiums nationaux d'organismes de réglementation, et ont élaboré un document intitulé *Élaboration d'ententes de reconnaissance mutuelle - Lignes directrices à l'intention des organismes de réglementation*;
 - ont terminé un sondage des organismes de réglementation pour s'informer des progrès réalisés pour satisfaire aux obligations du chapitre;
- C ont établi un groupe de travail sur l'information en matière de marché du travail afin d'élaborer une stratégie de collecte et de diffusion d'information sur la mobilité au sein du marché du travail pour aider aux travailleurs qui pensent déménager dans un autre territoire.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont élaboré un plan détaillé dans le but d'appuyer la réalisation du respect entier des obligations du chapitre sept avant le 1^{er} juillet 2001 tel que convenu par tous les Premiers ministres (à l'exception du Québec) en février 1999;
- C ont identifié les mesures législatives régissant les organismes de réglementation à être modifiées et ont élaboré un plan de travail pour apporter des modifications afin d'assurer que le délai du 1^{er} juillet 2001 soit respecté;
- ont continué le travail du Groupe de travail sur l'information en matière de marché du travail y compris développer davantage le site Web pour diffuser de l'information sur la mobilité au sein du marché du travail afin de fournir de l'information sur les exigences en matière d'autorisation d'exercer pour les organismes de réglementation;
- C ont élaboré une stratégie de communications sur la mobilité de la main-œuvre.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C mettre en oeuvre le plan visant à assurer la conformité aux obligations du chapitre au plus tard le 1^{er} juillet 2001.

Mesures et normes en matière de consommation (Chapitre huit)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction d'imposer aux fournisseurs des exigences en matière de résidence comme condition d'obtention de permis, de licences, d'immatriculations ou d'agrément;
- C l'élimination des droits discriminatoires appliqués aux fournisseurs d'une autre Partie pour les permis, les licences, les immatriculations ou les agréments, et ce,

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

au plus tard le 1^{er} juillet 1996;

- C l'établissement du calendrier suivant pour l'harmonisation de certaines mesures en matière de consommation :
 - contrats de vente directe, au plus tard le 1^{er} juillet 1995 et adoption des mesures harmonisées à cet égard au plus tard le 1^{er} juillet 1996,
 - articles rembourrés, au plus tard le 1^{er} janvier 1996,
 - divulgation du coût du crédit, au plus tard le 1^{er} janvier 1996 et adoption de mesures législatives harmonisées à cet égard au plus tard le 1^{er} janvier 1997;

- C la présentation, au plus tard le 1^{er} juillet 1997, aux ministres de la Consommation d'un rapport sur tout accord éventuel concernant des mesures et des normes en matière de consommation, tels que :
 - les pouvoirs d'enquête réciproques,
 - l'exécution des droits de révocation,
 - l'indemnisation des consommateurs,
 - l'exécution des jugements.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont éliminé tout frais différentiel appliqué aux fournisseurs d'une autre Partie;

- C se sont entendues sur les normes relatives au contenu des contrats de vente directe à l'échelle du Canada et ont initié la modification des lois afin de mettre en oeuvre cette entente;

- C ont réglé les questions demeurées en suspens en ce qui concerne les écarts et les redondances existant dans les règlements régissant les articles rembourrés;

- C se sont entendues sur des exigences normalisées en matière de divulgation du coût du crédit et ont rédigé un modèle de loi sur la divulgation du coût de crédit;

- C ont rédigé un processus de règlement des différends pour ce chapitre;

- C ont terminé la rédaction d'un rapport sur d'éventuels accords additionnels à l'égard de mesures et de normes en matière de consommation et ont convenu d'élaborer une entente de coopération concernant l'exécution des jugements;

- C ont élaboré des stratégies de mise en oeuvre détaillées pour une campagne nationale de sensibilisation des consommateurs;

- C ont complété les négociations sur un processus de règlement des différends tel que prévu par le chapitre;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- C ont élaboré un plan de travail provisoire en matière de coopération future sur des questions relatives aux consommateurs;
- C ont mis en œuvre une campagne nationale de sensibilisation des consommateurs, y compris :
 - la fraude liée au télémarketing et aux courtiers en prêts,
 - la préparation, publication et la distribution d'un guide au consommateur;
- C ont complété les négociations pour l'entente de coopération concernant l'exécutions des jugements.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont continué l'harmonisation des lois sur la vente directe et sur la divulgation du coût du crédit;
- C ont mis au point et initié des travaux visant de mettre en œuvre un plan de travail en matière de coopération future sur des questions relatives aux consommateurs, y inclus :
 - le commerce électronique,
 - le redressement des consommateurs, et
 - les consommateurs vulnérables et les marchés du crédit.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- terminer l'harmonisation des lois sur la vente directe et sur la divulgation du coût du crédit;
- continuer les travaux de mettre en oeuvre le plan de travail en matière de coopération future.

Produits agricoles et produits alimentaires (Chapitre neuf)

L'Accord prévoit :

- C l'application des rès mTf0r(nérlres la)6non-discrirmicatioe, l dr labsef0rcedlobstsa ntepProduits agriobles et alimentairet;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

commerce intérieur des produits agricoles et alimentaires;

- C l'interdiction d'imposer de nouvelles restrictions au commerce intérieur, autres que des mesures sanitaires et phytosanitaires;
- C l'obligation pour les Parties de tenir compte des effets sur le commerce intérieur lorsqu'elles adoptent ou modifient des mesures sanitaires ou phytosanitaires;
- C un processus de consultation entre les Parties;
- C des procédures visant à assurer la transparence lorsque des mesures sont adoptées ou modifiées.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C avaient discuté de la réduction ou de l'élimination des barrières techniques au commerce;
- C avaient établi la liste et discuté des barrières techniques ayant des répercussions sur les politiques;
- C ont poursuivi des consultations avec les intervenants en vue d'élargir la portée et le champ d'application du chapitre;
- C ont inclus dans le champ d'application du chapitre les obstacles techniques identifiés ci-dessous ayant des répercussions sur le plan des politiques :
 - C expédition de produits horticoles dans des contenants en vrac,
 - C absence d'une catégorie de pommes de terre Canada N° 1 Petites,
 - C restrictions sur la coloration de la margarine et autres normes applicables à la margarine,
 - C normes en matière de succédanés de produits laitiers et de mélanges laitiers,
 - C normes applicables au lait de consommation et distribution de ce lait.
- ont identifié un processus afin d'examiner la portée et le champ d'application de ce chapitre;
- C ont effectué un sondage national sur les mesures réglementaires existantes en matière de commercialisation des succédanés des produits laitiers.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont continué à effectuer un sondage national sur les mesures réglementaires existantes en matière de commercialisation des succédanés des produits laitiers;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- C ont examiné la portée et le champ d'application de ce chapitre en vue de les élargir et de libéraliser davantage le commerce intérieur des produits agricoles et des produits alimentaires;
- C ont continué à réduire ou à éliminer les obstacles techniques au commerce ainsi que ceux qui ont des répercussions sur le plan des politiques.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C continuer à réduire ou à éliminer les obstacles techniques au commerce ainsi que ceux qui ont des répercussions sur le plan des politiques;
- C surveiller la mise en oeuvre et continuer à examiner la portée et le champ d'application du chapitre afin d'étendre le champ d'application et d'assouplir encore plus le commerce intérieur relatif aux produits agricoles et aux produits alimentaires.

Boissons alcooliques (Chapitre dix)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction, sauf exceptions, d'imposer des traitements discriminatoires en ce qui concerne l'inscription au catalogue, l'établissement des prix, l'accès et la distribution des boissons alcooliques en provenance du territoire des autres Parties;
- C l'interdiction d'ériger des obstacles au commerce par le biais de procédures administratives, d'exigences en matière d'emballage et d'étiquetage, de mesures œnologiques et de règles de publicité;
- C l'interdiction d'établir des frais et des droits dépassant le coût des services nécessaires;
- C l'obligation pour les Parties de concilier leurs mesures normatives;
- C l'établissement d'un processus de consultation entre les Parties;
- C l'établissement de procédures visant à assurer la transparence des mesures adoptées ou modifiées.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont examiné et concilié la définition de l'expression «vins et produits du vin» avec celle contenue dans les Normes canadiennes du vin;

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- C ont examiné les prescriptions de l'Ontario concernant le contenu en raisins canadiens des vins et des produits du vin. L'Ontario s'est engagé à éliminer ces prescriptions au plus tard en 1999;
- C ont examiné les prix minimaux différenciés (déjà éliminés) que la Nouvelle-Écosse applique pour la bière et les produits de la bière;
- C ont examiné le droit que se réservent le Nouveau-Brunswick et le Québec d'appliquer des frais de service différents à l'égard de la bière et des produits de la bière des autres Parties et elles ont facilité des discussions préliminaires à ce sujet entre l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick en vue d'éliminer ces réserves.
- C ont convenu d'éliminer les réserves en matière d'écart de majoration pour le vin;
- C ont convenu d'éliminer les prix minimaux différenciés que la Nouvelle-Écosse applique pour la bière et les produits de la bière;
- C ont convenu que l'Ontario va ouvrir ses frontières au vin hors-province;
- C ont commencé l'élaboration d'une Norme canadienne du vin.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- ont continué à élaborer une Norme canadienne du vin.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C compléter l'élaboration d'une Norme canadienne du vin et de traiter comment la mise en œuvre de la Norme peut se faire de manière constante.

Transformation des ressources naturelles (Chapitre onze)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires relatives à la production et à la vente des produits forestiers, halieutiques et minéraux transformés et l'interdiction d'ériger de nouveaux obstacles dans ces secteurs;
- C l'obligation pour les gouvernements de concilier les règlements et les normes susceptibles d'influer sur le commerce dans le secteur de la transformation des ressources naturelles.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C se sont abstenues d'ériger de nouveaux obstacles au commerce dans le secteur de la transformation des ressources naturelles.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont examiné le chapitre;
- C n'ont pas érigé de nouveaux obstacles dans le secteur de la transformation des ressources naturelles.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C entreprendre un examen annuel du chapitre afin de déterminer si les objectifs ont été atteints.

Énergie (Chapitre douze)

L'Accord prévoit :

- C l'obligation pour les Parties de négocier les dispositions d'un chapitre sur l'énergie, conformément à l'article 1810 (Négociations futures).

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont terminé des négociations sur le texte du chapitre provisoire à l'exception d'une question à régler concernant la nature et l'étendue des exclusions relatives aux programmes de développement économique régional.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont continué à poursuivre des négociations en vue de régler la question demeurée en suspens concernant la nature et l'étendue des exclusions relatives aux programmes de développement économique régional.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C terminer les négociations et adopter le chapitre sur l'énergie.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Communications (Chapitre treize)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction faite aux monopoles chargés de fournir des services ou des installations de télécommunication, établis ou désignés par un gouvernement, de profiter de leur position pour adopter des pratiques anticoncurrentielles sur les autres marchés;
- C l'établissement d'un processus de consultation entre les Parties.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont enlevé l'exemption accordée aux entreprises de télécommunication de la Saskatchewan en vertu de l'article 1305 : Disposition s'appliquant à la Saskatchewan et, de cette façon, ont éliminé les écarts entre les politiques et les mesures de la Saskatchewan et celles du gouvernement fédéral.

Transports (Chapitre quatorze)

L'Accord prévoit :

- C l'interdiction, sauf exceptions, d'une Partie d'imposer un traitement discriminatoire aux transporteurs ou au commerce des services de transport des autres Parties;
- C l'interdiction d'adopter des mesures qui restreignent le commerce interprovincial des services de transport ou qui créent des obstacles dans ce domaine;
- C l'obligation pour les Parties de concilier leurs mesures réglementaires et normatives;
- C l'élimination progressive par les Parties des mesures qui sont non conformes à l'Accord;
- C l'établissement d'un processus de consultation entre les Parties.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont modifié des règles de sécurité concernant les transporteurs routiers;
- C ont terminé un examen de la réglementation;
- C ont libéralisé le commerce en ce qui concerne les marchés publics portant sur l'achat d'autobus urbains;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- C ont éliminé l'obligation d'étendre l'application de ce chapitre aux gouvernements locaux;
- C ont éliminé les permis d'exploitation des entreprises de camionnage extraprovinciales;
- C ont mis en œuvre les modifications aux normes nationales visant à harmoniser davantage les normes régissant le poids et la taille des véhicules lourds, et ont continué à travailler dans le but d'avoir des règlements plus harmonisés;
- C ont élaboré un plan de mise en œuvre de la future réglementation de l'industrie du transport interurbain par autocar;
- C ont examiné les mesures énumérées à l'annexe 1410.1.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont fait avancer des travaux en vue d'uniformiser davantage les normes relatives au poids et à la taille des véhicules lourds;
- C ont fait des progrès en vue d'améliorer l'uniformisation des exigences relatives au transport en vertu de permis spéciaux;
- C ont fait progresser les travaux sur le Code national de sécurité.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C élaborer des normes plus uniformes relatives au poids et à la taille des véhicules lourds;
- C mettre en œuvre la norme 14 du Code national de sécurité - Norme de conformité/cote de sécurité;
- C examiner les mesures exclues énumérées à l'Annexe 1410.1;
- C examiner des propositions relatives à la déréglementation de l'industrie des autobus interurbains;
- C terminer l'élimination de la réglementation relative au transport routier à l'intérieur des provinces telle que énumérée à l'Annex 1411.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Protection de l'environnement (Chapitre quinze)

L'Accord prévoit :

- C l'obligation pour les Parties de tenir compte des facteurs d'ordre environnemental lorsqu'elles traitent des questions reliées au commerce;
- C l'interdiction de renoncer ou de déroger aux mesures environnementales en vue d'encourager l'établissement, l'acquisition, l'expansion, l'exploitation ou le maintien d'une entreprise sur le territoire d'une Partie;
- C le droit des Parties d'établir leurs propres niveaux de protection de l'environnement;
- C l'obligation pour les Parties d'harmoniser leurs mesures environnementales;
- C l'obligation pour les Parties d'éliminer progressivement les mesures qui sont non conformes à l'Accord;
- C un processus de consultation pour les Parties.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont dressé une liste des autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux visés par ce chapitre;
- C ont complété la liste des mesures non conformes;
- C ont ratifié un accord pancanadien sur l'harmonisation de l'environnement;
- C ont publié les avis relatifs aux mesures nouvelles ou modifiées adoptées par les parties à l'ACI.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont continué à communiquer des notifications concernant les mesures (nouvelles ou modifiées) entreprises par les juridictions membres.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C continuer leurs efforts afin d'harmoniser les mesures environnementales susceptibles de nuire au commerce et à la mobilité entre les provinces.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Dispositions institutionnelles (Chapitre seize)

L'Accord prévoit :

- la constitution du Comité du commerce intérieur, du Groupe de travail sur les mesures d'adaptation et du Secrétariat, ainsi que le nombre de réunions, le financement et d'autres mesures pertinentes.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- ont constitué le Secrétariat du commerce intérieur, financé au moyen des contributions versées par toutes les Parties, et ont nommé un directeur général;
- ont constitué le Comité sur le commerce intérieur qui s'est rencontré à quatre reprises;
- ont rédigé les rapports annuels de 1995-1996, de 1996-1997 et de 1997-1998;
- ont constitué un Groupe de travail sur les mesures d'adaptation qui est composé des Représentants du commerce intérieur.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont tenu quatre réunions ainsi que deux conférences téléphoniques des Représentants du commerce intérieur;
- C ont rédigé le rapport annuel pour l'exercice 1998-1999.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- organiser la réunion annuelle du Comité sur le commerce intérieur;
- rédiger le rapport annuel pour l'exercice 1999-2000.

Procédures de règlement des différends (Chapitre dix-sept)

L'Accord prévoit :

- C une procédure en quatre étapes pour permettre aux Parties de déposer des plaintes contre d'autres Parties si la Partie plaignante juge que l'autre Partie a adopté ou maintient une mesure qui est incompatible avec l'Accord;
- C un mécanisme par lequel une personne d'une Partie peut déposer une plainte contre une autre Partie en demandant à la Partie sur le territoire de laquelle elle réside d'engager pour son compte des procédures de règlement des différends;

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

- C l'accès direct pour une personne d'une Partie aux procédures de règlement des différends dans le cas où la Partie avec laquelle la personne a un lien substantiel refuse d'engager des procédures de règlement des différends pour son compte.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C ont commencé à dresser une liste à partir de laquelle seront choisis les membres d'un groupe spécial de règlement des différends;
- C ont approuvé les règles de procédure du groupe spécial;
- C ont commencé à nommer des personnes indépendantes des gouvernements à titre d'examineurs pour le cas où une personne d'une Partie désirerait engager directement des procédures de règlement des différends;
- C ont rédigé des lignes directrices opérationnelles pour le groupe spécial;
- C ont établi un Code de conduite pour les membres du groupe spécial.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- C Au cours de l'année 1999-2000, 24 différends ont été présentés officiellement par le biais des mécanismes de règlement des différends prévus en vertu de l'Accord. De ce nombre, 14 avaient été réglés avant la fin de l'année, 2 ne sont pas actifs et 8 étaient demeurés en suspens. Depuis l'entrée en vigueur de l'ACI en juillet 1995, un total de 89 différends a été présenté à ce jour, parmi lesquels 77 ont été résolus. De plus, la durée moyenne des délais de règlement des différends a diminué de façon constante et est passée de 5,3 mois en 1995-96 à 3,4 mois au cours de la période visée par le présent rapport, représentant une durée moyenne de 4,3 mois au cours de la période qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur de l'ACI.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C compléter la liste finale des membres du groupe spécial;
- C compléter le processus de la nomination des examineurs par chaque Partie.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Dispositions finales (Chapitre dix-huit)

L'Accord prévoit :

- qu'il peut être nécessaire de mettre sur pied des programmes de développement économique tout en précisant qu'ils ne doivent pas entraver indûment la poursuite des objectifs de l'Accord ni restreindre le commerce plus qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs particuliers;
- certaines exclusions, notamment les mesures à l'égard des peuples autochtones, de la culture, de la sécurité nationale, de la fiscalité et du secteur financier;
- les liens qui existent entre l'Accord et les accords internationaux;
- d'autres négociations, notamment à l'égard d'un chapitre sur l'énergie et de la révision de la portée et du champ d'application de l'Accord.

Avant la période couverte par le présent rapport, les Parties :

- ont demandé que chaque Partie rédige un rapport annuel sur les programmes de développement économique régional;
- C ont convenu d'examiner le processus de préparation des rapports annuels concernant les programmes de développement économique régional afin d'en rehausser l'utilité.

Au cours de l'année qui commence, les Parties ont l'intention de :

- C examiner le processus de préparation des rapports annuels concernant les programmes de développement économique régional afin d'en rehausser l'utilité;
- examiner l'efficacité des mécanismes de consultation et de participation des gouvernements provinciaux relativement à divers accords internationaux;
- examiner la portée et le champ d'application de l'Accord afin de recommander de nouvelles mesures ou de nouveaux chapitres.

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

4) Pour plus d'information...

A) Adresse du Secrétariat du commerce intérieur :

Secrétariat du commerce intérieur
125, rue Garry, pièce 850
Winnipeg (Manitoba) R3C 3P2

téléphone : (204) 987-8090
télécopieur : (204) 942-8460
courriel : info@intrasec.mb.ca
site Web : www.intrasec.mb.ca

B) Adresses des Représentants du commerce intérieur ² :

Canada	Chris Charette Industrie Canada 5 ^e étage Est, pièce 584C 235, rue Queen Ottawa (Ontario) K1A 0H5	téléphone: (613) 946-7318 télécopieur : (613) 954-8042 courriel : charette.chris@ic.gc.ca
Terre-Neuve et Labrador	Tom Fleming Industry, Trade and Rural Development « Industrie, Commerce et Développement rural » 4 ^e étage, West Block Confederation Building St-John's (Terre-Neuve) A1B 4J6	téléphone : (709) 729-5859 télécopieur : (709) 729-4869 courriel : tfleming@mail.gov.nf.ca
Nouvelle- Écosse	Greg Bent Economic Development « Expansion économique » 1800, rue Argyle, bureau 520 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2R7	téléphone : (902) 424- 8669 télécopieur : (902) 424-5739 courriel : gbent@gov.ns.ca
Nouveau- Brunswick	Harry Quinlan Investissement et Exportations P.O. Box 6000 Pièce 577, 670, rue King Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1	téléphone : (506) 444-5011 télécopieur : (506) 444-5299 courriel : harry.quinlan@gnb.ca

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Île-du-Prince-Édouard	Henry Phillips Island Investment Development Inc. « Société pour l'expansion des investissements sur l'Île » 75, rue Fitzroy Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 1R6	téléphone : (902) 368-4265 télécopieur : (902) 368-5886 courriel : hephillips@gov.pe.ca
Québec	Daniel Albert Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes 875, rue Grande-Allée est 2 ^e étage, bureau 2.511 Québec (Québec) G1R 4Y8	téléphone : (418) 644-8404 télécopieur : (418) 646-5420 courriel : daniel.albert@cex.gouv.qc.ca saic_gci@cex.gouv.qc.ca
Ontario	Richard Caine Economic Development and Trade « Expansion économique et Commerce » Édifice Hearst, 900, rue Bay, 6 ^e étage Toronto (Ontario) M7A 2E1	téléphone : (416) 325-6947 télécopieur : (416) 325-6949 courriel : richard.caine@edt.gov.on.ca
Manitoba	Alan Barber Industrie, Commerce et Mines 155, rue Carlton, bureau 675 Winnipeg (Manitoba) R3C 3H8	téléphone : (204) 945-8714 télécopieur : (204) 945-1354 courriel : abarber@itt.gov.mb.ca
Saskatchewan	Robert Perrin Intergovernmental and Aboriginal Affairs « Affaires intergouvernementales et autochtones » 1919, chemin Saskatchewan, 11 ^e étage Regina (Saskatchewan) S4P 3V7	téléphone : (306) 787-2171 télécopieur : (306) 787-8883 courriel : rperrin@iaa.gov.sk.ca
Alberta	Rudy Palovcik International and Intergovernmental Relations « Relations internationales et intergouvernementales » Commerce Place , 12 ^e étage 10155, 102 ^e rue N.O. Edmonton (Alberta) T5J 4G8	téléphone : (780) 422-1129 télécopieur : (780) 427-0699 courriel : rudy.palovcik@gov.ab.ca
Colombie-Britannique	Robert Musgrave Competition, Science and Enterprise «Compétition, Science et Entreprise » C. P. 9327, Gare gouvernement provincial 1810, rue Blanshard, 4 ^e étage Victoria (Colombie-Britannique) V8W 9N3	téléphone : (250) 952-0711 télécopieur : (250) 952-0716 courriel : robert.musgrave@gems7.gov.bc.ca

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Territoires du Nord-Ouest	Terry Lancaster Resources, Wildlife & Economic Development « Ressources, Faune et Expansion économique » C.P. 1320 Yellowknife (T.N.-O.) X1A 2L9	téléphone : (867) 873-7360 télécopieur : (867) 873-0101 courriel : Terry_Lancaster@gov.nt.ca
Yukon	Meg Horn Expansion économique C.P. 2703 Shopper's Plaza, 4 ^e étage 211, rue Main Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6	téléphone : (867) 667-5387 télécopieur : (867) 667-8601 courriel : meg.horn@gov.yk.ca

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Annexe A

COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL AVEC DES RESPONSABILITÉS RELIÉES À L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR

Général

Comité sur le commerce intérieur

- C Représentants du commerce intérieur
- C Groupe de travail sur l'adaptation

Chapitre cinq : Marchés publics

Table de négociations sur les marchés publics

- C Groupe de travail sur les appels d'offres électroniques
- C Groupe de travail sur l'établissement des rapports

Chapitre six : Investissement

Groupe de travail sur l'investissement

Chapitre sept : Mobilité de la main-d'œuvre

Forum des ministres du marché du travail

- C Groupe coordonnateur de la mobilité de la main-d'œuvre
- C Groupe de travail sur l'information en matière de marché du travail
- C Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

- C Conseil consultatif des sous-ministres de l'Éducation

Ministres de la Santé (Canada)

- C Comité consultatif des ressources humaines en santé
 - C Groupe de travail sur les accords du commerce

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Chapitre huit : Mesures et normes en matière de consommation

Comité fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la consommation

- C Comité des mesures et des normes en matière de consommation (Comité des mesures et des normes)

Chapitre neuf : Produits agricoles et produits alimentaires

Ministres de l'Agriculture

- C Comité fédéral-provincial de l'inspection agro-alimentaire
- C Comité fédéral-provincial des politiques de commerce agricole

Chapitre dix : Boissons alcooliques

Groupe de travail sur les boissons alcooliques

Chapitre onze : Transformation des ressources naturelles

Groupe de travail sur la transformation des ressources naturelles

Chapitre douze : Énergie

Conseil des ministres de l'Énergie

- C Table de négociations du secteur de l'énergie

Chapitre treize : Communications

Comité des mesures relatives aux communications

Chapitre quatorze : Transports

Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière

- C Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé

Chapitre quinze : Protection de l'environnement

Conseil canadien des ministres de l'environnement

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Annexe B

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR ³

125, rue Garry, pièce 850
Winnipeg (Manitoba) R3C 3P2

tél. : (204) 987-8090
télééc. : (204) 942-8460

site Web : www.intrasec.mb.ca
courriel : info@intrasec.mb.ca

Le Secrétariat du commerce intérieur fournit un soutien administratif et opérationnel au Comité des ministres responsables de l'administration et de l'application de l'Accord sur le commerce intérieur. L'Accord vise à réduire et à éliminer les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada et à créer un marché intérieur ouvert, performant et stable.

Personnel du SCI

André Dimitrijevic
Directeur général
tél. : (204) 987-8094
courriel : andre@intrasec.mb.ca

Lorraine Andras
Conseillère en politiques
tél. : (204) 987-8098
courriel : lorraine@intrasec.mb.ca

Gerry Fitzsimmons
Conseiller en politiques
tél. : (204) 987-8092
courriel : gerry@intrasec.mb.ca

Rénald Rémillard
Conseiller en politiques
tél. : (204) 987-8097
courriel : renald@intrasec.mb.ca

William Boyce
Agent des finances et des services
d'information de gestion
tél. : (204) 987-8096
courriel : william@intrasec.mb.ca

Michelina Violi-Bedder
Agente d'administration et de traduction
tél. : (204) 987-8090
courriel : michelina@intrasec.mb.ca

³ en date de juillet 2001

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Annexe C

DIFFÉRENDS ET PLAINTES - TABLEAUX RÉCAPITULATIFS ⁴

NOMBRE ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES PLAINTES DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR

No de référence	Mois et Année d'origine	Chapitre	Nom de référence	Plaignant	Défendeur	Dernière étape	Règlement	Mois et Année du règlement	Sorte de plaintes*
99/00-5-EDU TRA	déc-99	5	Technologie en matière d'informatique	EDUCOM Training Systems Inc.	Canada	TCCE	En instance	En instance	P-OG
99/00-5-BRE MOO	déc-99	5	Services de gestion de réunions	Brent Moore and Associates	Canada	TCCE	En instance	En instance	P-OG
99/00-5-ACE DEF	mars-00	5	Installation de film «fenêtre»	Ace/Clear Defense Inc.	Canada	TCCE	En instance	En instance	P-OG
99/00-5-UNI TEC	déc-99-	5	Lessiveuses mobiles et baignoires	Unisource Technology	Canada	TCCE	En instance	En instance	P-OG
99/00-5-DR LUI	nov-99	5	Étude de consommation	Dr. John Luik	Canada	TCCE	Confirmée	mar-00	P-OG
99/00-5-QUA SER	oct-99	5	Technologue en matière de cycle de vie	Quatratech Services	Canada	TCCE	Rejetée	jan-00	P-OG
99/00-5-MIL FLE	oct-99	5	Service de soutien du MDN	MIL Systems Fleetway Inc	Canada	TCCE	Confirmée	mar-00	P-OG
99/00-5-ONT CON (MESSS)	avr-99	5	Restreints de l'Ontario sur la construction (MESSS)	Québec	Ontario	Demande de consultations	Inactif	Inactif	G-G
99/00-5-ONT CON (ENTITÉS)	avr-99	5	Restreints de l'Ontario sur la construction (Entités)	Québec	Ontario	Demande de consultations	Inactif	Inactif	G-G

4

en date du 31 mars 2000

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

99/00-5-NOV CAN	avr-99	5	Licences pour serveurs CPRH	Novell Canada	Canada	TCCE	Confirmée	juil-99	P-OG
99/00-5-NOR MIC	avr-99	5	Ordinateurs Revenu Can	Northern Micro Inc.	Canada	TCCE	Rejetée	juil-99	P-OG
99/00-5-QUA SER	avr-99	5	Vérification ISO 9000 ONGC	Quality Services Intl.	Canada	TCCE	Rejetée	juin-99	P-OG
99/00-5-NET CON	avr-99	5	Maintenance du logiciel CSC	IT/NET Consultants	Canada	TCCE	Confirmée	juil-99	P-OG
99/00-5-LIF LIM	juil-99	5	Chariots élévateur à fourche	Liftow Limited	Canada	TCCE	Rejetée	oct-99	P-OG
99/00-5-AMT- POW	juil-99	5	CST générateur de secours	Am-Tech Power Systems	Canada	TCCE	Rejetée	sept-99	P-OG
99/00-5-BMC CON	août-99	5	Services de logisticiens professionnels	BMCI Consulting	Canada	TCCE	Rejetée	oct-99	P-OG
99/00-5-MET EXC	juil-99	5	Service de dragage	Métro Excavation/ Entreprise Marissa	Canada	TCCE	Rejetée	nov-99	P-OG
99/00-5-IBM CAN	juil-99	5	Macroordinateurs de TPSGC	IBM Canada	Canada	TCCE	Confirmée	nov-99	P-OG
99/00-5-ALC CAN	août-99	5	Installation des câbles	Alcatel Canada Wire	Canada	TCCE	Confirmée	nov-99	P-OG
99/00-7-CGA MAN	déc-99	7	Mobilité des CGA	Manitoba (une association professionnelle)	Ontario	Demande de Consultations (Ch 7)	En instance	En instance	G-G(P)
99/00 -7- KEN NF	mars 00	7	Guides de chasse	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve	Demande de Consultations (Ch 7)	En instance	En instance	G-G(P)
99/00 -7- KEN NB	mars 00	7	Guides de chasse	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Demande de Consultations (Ch 7)	En instance	En instance	G-G(P)
99/00-9-CAN SAL	avr-99	9	Succédanés de produits laitiers	Colombie-Britannique (un distributeur des produits de soja)	Ontario	Examineur	Rejetée	nov-99	G-G(P)
99/00 -10 -NSL COM	Mars 00	10	NSLC	Québec brasseries	Nouvelle-Écosse	Consultations Chapitre 10	En instance	En instance	G-G(P)

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

98/99 - 5 - PRE DAT	mai-98	5	Entrée des données DRHC	Premium DataScan Services	Canada	TCCE	Rejetée	août-98	P-OG
98/99 - 5 - LOT DEV	mai-98	5	Réseau Global AECI	Lotus, Novell et Netscape	Canada	TCCE	Mesure exemptée	août-98	P-OG
98/99-5-INS GLO	mai-98	5	HRD Moving	Installation Globale Normand Morin & Fils	Canada	TCCE	Confirmée	août-98	P-OG
98/99-5-COR COR	juin-98	5	Revenue Canada Y2K	Corel Corporation	Canada	TCCE	Confirmée	oct-98	P-OG
98/99-5-HEA TEC	sept-98	5	DND Heating Systems	M.D. Heat Tech Inc.	Canada	TCCE	Rejetée	déc -98	P-OG
98/99-5-SER ST1	oct-98	5	Services de conciergerie DND	Service Star Building Cleaning	Canada	TCCE	Confirmée	jan-99	P-OG
98/99-5-SER ST2	nov-98	5	Services de conciergerie DND 2	Service Star Building Cleaning	Canada	TCCE	Rejetée	fév-99	P-OG
98/99-5-POL BT1	nov-98	5	Canots pneumatiques Marchés publics 1	Polaris Inflatable Boats (Canada) Ltd.	Canada	TCCE	Confirmée	mars-99	P-OG
98/99-5-POL BT2	nov-98	5	Canots pneumatiques Marchés publics 2	Polaris Inflatable Boats (Canada) Ltd.	Canada	TCCE	Confirmée	mars-99	P-OG
98/99-5-ITS ELE	jan-99	5	Systèmes de brouillage de Radars	ITS Electronics	Canada	TCCE	Rejetée	avr-99	P-OG
98/99-5-MIL- SYS	jan-99	5	Étude sur le concept de la logistique	MIL Systems	Canada	TCCE	Confirmée	avr-99	P-OG
98/99-5-WES CAM	jan-99	5	Systèmes de prise de vues infrarouge	Wescam Inc.	Canada	TCCE	Confirmée	avr-99	P-OG
98/99-5-COU AVI	jan-99	5	Surveillance aérienne	Cougar Aviation Ltd.	Canada	TCCE	Rejetée	juin-99	P-OG
98/99-5-RUI CON	fév-99	5	Bureaux de CST	Ruiter Construction	Canada	TCCE	Rejetée	avr-99	P-OG
98/99-5-DEL TOU	fév-99	5	Examen des ressources de la GRC	Deloitte & Touche Consulting	Canada	TCCE	Rejetée	mai-99	P-OG
98/99-5-NOV CAN	fév-99	5	Serveurs DND	Novell Canada	Canada	TCCE	Confirmée	juin-99	P-OG

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

98/99-5-DOU BAR	mars-99	5	Mobilier Revenu Can	Douglas Barlett Assoc.	Canada	TCCE	Confirmée	juin-99	P-OG
98/99-5-MAR MAN	mars-99	5	Matelas pneumatiques DND	Marathon Mgmt. Company	Canada	TCCE	Confirmée	mai-99	P-OG
98/99-7-COL OPT	jan-99	7	Collège des opticiens	Alberta	Colombie Britannique	Demande de consultations	En instance	En Instance	G-G(P)
98/99-7-CGA SK	mai-98	7	Mobilité des CGA	Saskatchewan (une association professionnelle)	Ontario	Demande de dépôt d'une plainte	Inactif (voir 99/00-7- CGA MAN)	Inactif (voir 99/00-7- CGA MAN)	G-G(P)
98/99-9- FCD PEI	août-98	9	Distribution du lait liquide	Nouvelle-Écosse (laiterie)	Île-du-Prince- Édouard	Publication du Rapport du groupe spécial	Confirmée Absence de mise en oeuvre	jan-00	G-G(P)
98/99-9- FCD NB	avr-98	9	Distribution du lait liquide	Nouvelle-Écosse (laiterie)	Nouveau- Brunswick	Demande d'aide (Ch 17)	En instance	En instance	G-G(P)
97/98 - 5 - TRA IND	sept-97	5	Véhicules blindés	Trac Industries	Canada	TCCE	Non assujetti à l'ACI	nov-97	P-OG P- OG
97/98 - 5 - DMR CON	juin-97	5	Enregistrement d'arme à feu	DMR Consulting	Canada	TCCE	Rejetée	sept-97	P-OG
97/98 - 5 - HOV MAN	avr-97	5	Tente de l'armée	Hovey Manufacturing	Canada	TCCE	Rejetée	juil-97	P-OG
97/98 - 5 - OCE INC	sept-97	5	Logiciel du crabe des neiges	Océanide Inc.	Canada	TCCE	Non assujetti à l'ACI	nov-97	P-OG
97/98-5-NOT ENV	oct-97	5	Disposition de munition	NOTRA Environmental	Canada	TCCE	Rejetée	déc-97	P-OG
97/98 - 5 - WAN CAN	dec-97	5	Revenu national	Wang Canada	Canada	TCCE	Confirmée	mar-98	P-OG
97/98 - 5 - SOC ODE	jan-98	5	Société de conseil du Guatemala	Societe de cooperation	Canada	TCCE	Rejetée	avr-98	P-OG
97/98 - 5 - IBM CAN	dec-97	5	Services d'entreposage de données	IBM Canada	Canada	TCCE	Confirmée	avr-98	P-OG
97/98 - 5 - TAC TEC	jan-98	5	Simulation de défense anti-missiles	Tactical Technologies	Canada	TCCE	Confirmée	avr-98	P-OG
97/98 - 5 - FRO COR	dec-97	5	Services de Goose Bay	Frontec Corporation	Canada	TCCE	Rejetée	mai-98	P-OG

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

97/98 - 5 - FLO IND	fév-98	5	MDN vidéosondes	Flolite Industries	Canada	TCCE	Rejetée	mai-98	P-OG
97/98-5-BEL CAN	mar- 98	5	Services gouvernementaux de télécommunications	Bell Canada	Canada	TCCE	Confirmée	juil-98	P-OG
97/98 - 9 - UNI LEV	oct-97	9	Coloration de la margarine	Ontario	Québec	Demande d'aide (Chapitre 17)	En instance	En instance	G-G(P)
97/98 - 10 - NBL BEE	mar-98	10	Entrée de la bière	Québec	Nouveau- Brunswick	Demande d'aide (Chapitre)	Inactif	Inactif	G-G
97/98 - 15 - MMT	avr-97	15	MMT	Alberta, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse et Québec agissant à titre d'intervenants	Canada	Rapport publié	Mesure retirée	juil-98	G-G
96/97 - 5 - HEW RAN	déc-96	5	[compagnie d'informatique]	[compagnie d'informatique]	Saskatchewan	Examineur	Rejetée	jan-98	P-OG
96/97 - 5 - ATL SAF	mar-97	5	Mesures correctives d'Argentia	Atlantic Safety Centre	Canada	TCCE	Rejetée	mai-97	P-OG
96/97 - 5 - MIR INT	mar-97	5	Direction générale de la justice	Mirtech International Security	Canada	TCCE	Rejetée	juin-97	P-OG
96/97 - 5 - BEL CAN	nov-96	5	Système de messages militaire	Bell Canada	Canada	TCCE	Rejetée	fév-97	P-OG
96/97 - 5 - HER POM	mar-97	5	Conception des installations NRC	Hervé Pomerleau Inc.	Canada	TCCE	Rejetée	mai-97	P-OG
96/97- 5-PHI ENV	jan-97	5	Piste d'atterrissage de Snag	Philip Envrionmental	Canada	TCCE	Confirmée	avr-97	P-OG
96/97-5-ACC CON	mar-97	5	Service de téléconférence	Accutel Conferencing Systems	Canada	TCCE	Confirmée	juin-97	P-OG
96/97 - 7 - BUL	sep-96	7	[assistante dentaire]	Alberta	Manitoba	Aide (Chapitre)	Inactif	Inactif	G-G(P)
96/97 - 7- CRE	mai-96	7	[embaumeur]	Alberta	Saskatchewan	Demande d'aide (Chapitre)	Retirée	mai-96	G-G(P)

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

96/97 - 7 - GIM	juil-96	7	[services médicaux]	Alberta	Saskatchewan	Examineur	Rejetée	nov-96	P-OG
96/97 - 7 - NF DEN	avr-96	7	NF Denturists	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve	Demande d'aide en vertu du chapitre	Confirmée	sep-98	G-G(P)
96/97 - 10 - SPA	sep-96	10	[produits du vin]	Colombie-Britannique	Québec	Demande d'aide (Chapitre)	Retirée	oct-96	G-G
95/96 - 5 - AME DAT	sep-95	5	AmeriData	AmeriData Canada	Canada	TCCE	Rejetée	fév-96	P-OG
95/96 - 5 - ARR SY1	jan-96	5	Array Systems 1	Array Systems Computing	Canada	TCCE	Confirmée	avr-96	P-OG
95/96 - 5 - ARR SY2	jan-96	5	Array Systems 2	Array Systems Computing	Canada	TCCE	Rejetée	mar-96	P-OG
95/96 - 5 - CAB	déc-95	5	Cabletron	Cabletron Systems	Canada	TCCE	Rejetée	mar-96	P-OG
95/96 - 5 - EMC EMA	mar-96	5	Tempest Computers 2	Emcon Emanation Control	Canada	TCCE	Rejetée	juin-96	P-OG
95/96 - 5 - EQU IND	mar-96	5	Équipement Industriel	Équipement Industriel Champion	Canada	TCCE	Rejetée	juin-96	P-OG
95/96 - 5 - FPG HRI	mar-96	5	Banff Cadet Centre	FPG/HRI Joint Venture	Canada	TCCE	Confirmée	juin-96	P-OG
95/96 - 5 - NWT TEN	juil-95	5	Northwest Territories Tender	Alberta	Territoires du Nord-Ouest	Demande d'information	Confirmée	fév-96	G-G
95/96 - 5 - ONT CER	oct-95	5	Ontario Cert. of Approval	Alberta	Ontario	Demande d'information	Non assujetti à l'ACI	avr-96	G-G
95/96 - 5 - SEC TEC	mar-96	5	Tempest Computers 1	Secure Technologies Intl.	Canada	TCCE	Confirmée	juin-96	P-OG
95/96 - 6 - UPS	juil-95	6	UPS	Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	Aide Ch. 17	Retirée	nov-96	G-G
95/96 - 7 - AB MUN	oct-95	7	Alberta Municipal Government Act	Colombie-Britannique	Alberta	Demande d'information	Non assujetti à l'ACI	oct-95	G-G
95/96 - 7 - ONT BIL	mar-96	7	Ontario Billing Number	Alberta	Ontario	Demande d'information	Retirée	avr-96	G-G(P)

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

95/96 - 7 - ONT EMC	sep-95	7	Ontario EMCA	Alberta	Ontario	Demande d'aide (Chapitre)	Confirmée	mar-97	G-G(P)
95/96 - 7 - TAY	sep-95	7	[Comptable agréé]	Ontario	Saskatchewan	1711 Demande de procédures de règlement	Non assujetti à l'ACI	août-96	P-OG
95/96 - 7 - VAN RES	juil-95	7	Vancouver Residency	Alberta	Colombie- Britannique	Demande d'information	Confirmée	juil-95	G-G

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

STATISTIQUES SOMMAIRES ⁵

Différends par chapitre

Chapitre	Décision prise en dernière étape					Total
	Décision rendue				En instance	
	Confirmé	Rejeté	Non assujetti à l'ACI	Retiré par le plaignant ou inactif		
5- fédéral	25	29	3	0	4	61
5- provincial	1	1	1	2	0	5
6	0	0	0	1	0	1
7	3	1	2	3	5	14
9	1	1	0	0	2	4
10	0	0	0	2	1	3
14	0	0	0	0	0	0
15	1	0	0	0	0	1
Total	31	32	6	8	12	89

⁵ en date du 31 mars 2000

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Différends par année

Année	Décision prise en dernière étape					En instance	Total
	Décision rendue						
	Confirmé	Rejeté	Non assujetti à l'ACI	Retiré par le plaignant ou inactif			
1995-1996	6	5	3	2	0	16	
1996-1997	3	6	0	3	0	12	
1997-1998	5	6	2	1	1	15	
1998-1999	11	7	1	0	3	22	
1999-2000	6	8	0	2	8	24	
Total	31	32	6	8	12	89	

SECRETARIAT DU COMMERCE INTERIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Délai moyen pour parvenir à une décision

Année	Délai moyen pour parvenir à une décision (en mois)	Nombre de différends (où le dépôt de la plainte et le délai en mois sont connus)	En instance ou inactif	Total
1995-1996	5,3	16	0	16
1996-1997	4,8	11	1	12
1997-1998	4	13	2	15
1998-1999	3,9	19	3	22
1999-2000	3,4	14	10	24
Total	4,3	77	12	89

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Annexe D

OBLIGATIONS EN SUSPENS

Introduction

Le Secrétariat du commerce intérieur a préparé les deux tableaux ci-dessous afin de rendre compte des progrès de la mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur. Le Tableau A « OBLIGATIONS EN SUSPENS - GÉNÉRAL » fait rapport des obligations en suspens, en date du 31 mars 2000, qui relèvent de l'ensemble des Parties, y compris les obligations sous la responsabilité d'autres comités ministériels. Le Tableau B « OBLIGATIONS EN SUSPENS PAR PARTIE » énumère les obligations qui relèvent de la responsabilité des Parties elles-mêmes et identifie les Parties qui ont respecté leurs obligations au cours de la période du présent rapport.

TABLEAU « A »⁶
OBLIGATIONS EN SUSPENS – GÉNÉRAL

Chapitre 5 : Marchés publics

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
517,1	Négocier afin de réduire le nombre d'entités publiques non-visées par le chapitre.	1er juillet 1996	Table de négociations sur les marchés publics	En cours. L'ébauche de l'annexe a été négociée mais il reste à finaliser les listes. Le CCI doit décider de la façon de traiter les entités qui demeurent non-visées.
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
516,1	Entreprendre un premier examen	1 ^{er} juillet 1996	Table de négociations sur les marchés publics	Jamais amorcé
516,2	Effectuer un examen annuel et	mars de chaque	Table de négociations sur les marchés publics	Jamais amorcé

⁶ en date de juillet 2001

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

516,4	Examiner la possibilité d'harmoniser ou de concilier les procédures de contestation des offres.	1 ^{er} juillet 1998	Table de négociations sur les marchés publics	Jamais amorcé
516,5	Revoir et finaliser la liste des services exclus du chapitre.	1 ^{er} juillet 1996	Table de négociations sur les marchés publics	En veilleuse
508,4 (b)	Examiner les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics.	1 ^{er} janvier 1998	CA, C.-B., YK, Î.-P.-É. et T.-N.	Seulement le CA, la C.-B. et T.-N ont complété ceci.
Annexe 502,4 P5	Créer un groupe de travail pour examiner les travaux des provinces en matière d'harmonisation et de normalisation	Aucune date	Table de négociations sur les marchés publics (provinces)	Jamais amorcé
Annexe 502,4 P5	Examiner les travaux des provinces en matière d'harmonisation des conditions et modalités générales dans les documents d'appels d'offres et de normalisation des procédures de contestation des offres qu'utilisent les entités du secteur des MESSS.	1 ^{er} juillet 2000	Groupe de travail	Jamais amorcé

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Annexe 502,4 P6	Examiner l'application des dispositions en matière de contenu canadien et de développement économique et régional.	1 ^{er} juillet 2001	Table de négociations sur les marchés publics (provinces)	Jamais amorcé
Annexe 50,2,4 P7	Examiner l'application des dispositions en matière de règlement des différends	Dans un délai d'un an après l'examen en matière de normalisation des procédures de contestation en vertu du P5	Table de négociations sur les marchés publics (provinces)	Jamais amorcé
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
511,6	Préparer une annonce sur les procédures en matière de marchés publics, sous une forme adaptée pour un journal, afin que les Parties la publient.	Annuellement	Secrétariat	Ébauche 2000-2001 en cours
508,4 (a)	Préparer un rapport écrit annuel sur les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics.	Annuellement	Chaque Partie	<u>Annuel</u> Rapport 1999-2000 pas soumis (Î.-P.-É)

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502.1A.	Annuellement	Chaque Partie	<u>Annuel</u> Rapport 1995-1996 pas soumis (T.N.-O.) Rapport 1996-1997 pas soumis (N.-É. et ON) Rapport 1998-1999 pas soumis (T.N.-O.) Rapport 1999-2000 pas soumis (MB, QC, N.-B., Î.-P.-É et les T.N.-O.)
511,3 508,1 506,11 506,12	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés dépassant la valeur-seuil.	Annuellement	Chaque Partie	<u>Annuel</u> Article 506 Rapport 1996-1997 pas soumis (N.-É. et ON) Rapport 1998-1999 pas soumis (T.N.-O.) Rapport 1999-2000 pas soumis (MB, QC, N.-B., Î.-P.-É et les T.N.-O.) <u>Annuel</u> Article 508.1 Rapport 1996-1997 pas soumis (N.-É., ON) Rapport 1998-1999 pas soumis (SK et T.N.-O.) Rapport 1999-2000 pas soumis (MB, QC, N.-B., Î.-P.-É et les T.N.-O.)
OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE				

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

5137	Informer le Secrétariat du nom des membres du groupe d'examen sur les marchés publics.	1 ^{er} juillet 1995	Chaque Partie	Aucun rapport de C.-B., SK et ON
------	--	------------------------------	---------------	----------------------------------

Chapitre 6 : Investissement

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
606	Concilier les exigences imposées aux compagnies extra-provinciales en matière d'immatriculation et de déclaration.	Aucune date	Groupe de travail sur l'investissement	Les Parties ont réconcilié les exigences en utilisant l'annexe 606 mais, les parties ne s'entendent pas sur le système électronique permettant la mise en oeuvre.
615(d)	Clarifier et améliorer le Code de conduite en matière de stimulants.	Aucune date	Groupe de travail sur l'investissement	En cours
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Annexe 606 (21)	Revoir le fonctionnement, la portée et le champ d'application de l'annexe sur les exigences imposées aux compagnies extra-provinciales en matière d'immatriculation et de déclaration.	Tous les deux ans	Groupe de travail sur l'investissement	En veilleuse jusqu'à la mise sur pied d'un système électronique pour assurer la mise en oeuvre de l'annexe 606.

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants, à présenter au CCI.	Annuellement	Groupe de travail sur l'investissement	<p><u>Annuel</u> Rapport 1996-1997 pas soumis Rapport 1997-1998 pas soumis Rapport 1998-1999 pas soumis Rapport 1999-2000 pas soumis</p> <p>En attente des rapports sur les stimulants des Parties.</p> <p>Rapport 1996-1997 pas soumis (N.-B., et Î.-P.-É) Rapport 1997-1998 pas soumis (N.-B. et N.-É.) Rapport 1998-1999 pas soumis (C.-B., N.-B., N.-É et Î.-P.-É.) Rapport 1999-2000 pas soumis (C.-B., MB, ON, QC, N.-B., N.-É, Î.-P.-É., T.-N., T.Y. et CA)</p>
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Chapitre 7 : Mobilité de la main-d'œuvre

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
703,1	Assurer le respect du chapitre par les organismes non gouvernementaux qui exercent des pouvoirs délégués par la loi, les organismes gouvernementaux et les diverses formes d'administration municipale.	Délai raisonnable	Parties	En cours
703,2	Adopter et maintenir les mesures nécessaires pour que les organismes non gouvernementaux qui exercent des pouvoirs délégués par la loi, les organismes gouvernementaux et les diverses formes d'administration municipale se conforment au chapitre.	Délai raisonnable	Parties	En cours

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

703,4	S'efforcer d'assurer le respect du chapitre par les organismes non gouvernementaux autres que ceux qui exercent des pouvoirs délégués par la loi.	Aucune date	Parties	En cours
708	Reconnaître mutuellement et concilier les qualifications ou les normes professionnelles.	Délai raisonnable	Parties	En cours
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
712,1 (c)	Préparer un rapport annuel sur l'application du chapitre et le présenter au CCI.	Annuellement	Forum des ministres du marché du travail	<u>Annuel</u> Rapport 1999/2000 pas soumis
OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Chapitre 8 : Mesures et normes en matière de consommation

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
807,1 Annexe 807,1	Concilier les mesures en matière de consommation et adopter des mesures harmonisées : vente directe, mesures concernant les articles remboursés, divulgation du coût de crédit.	Délais divers mais tous avant le 1 ^{er} janvier 1997	Parties	En cours. Presque terminé; les travaux avancent assez rapidement.
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Chapitre 9 : Produits agricoles et produits alimentaires

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
902,4	Revoir la portée et le champ d'application du chapitre.	1 ^{er} septembre 1997	Ministres de l'agriculture	En cours. Une ébauche du chapitre a été préparée.
903,2	Revoir la gestion de l'offre dans les secteurs du lait, de la volaille et des oeufs et les programmes de sécurité du revenu en matière agricole.	Aucune date	Ministres de l'agriculture	En cours
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Chapitre 10 : Boissons alcooliques

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
1007	Harmoniser par la création de Normes canadiennes du vin.	Aucune date	Parties	En cours. Problèmes de mise en œuvre à régler.
1011 (b)	Négocier en vue d'accorder un accès égal aux vins et produits du vin de l'autre partie.	35519	Colombie-Britannique et Québec	Jamais amorcé
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Chapitre 11 : Transformation des ressources naturelles

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS				
<i>TOUTES LES OBLIGATIONS ONT ÉTÉ ACQUITTÉES.</i>				
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE				
Annexe 1102,3	Aviser des mesures non-visées par l'Accord.	Aucune date	Colombie-Britannique	Pas soumis

Chapitre 12 : Énergie

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS				
1810,2	Compléter et adopter un chapitre sur l'énergie.	1 ^{er} juillet 1995	Parties	En cours. Ébauche de chapitre approuvée – développement économique régional confié au CCI.
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Chapitre 13 : Communications

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
1303,1	Constituer un Comité des mesures relatives aux communications.	Aucune date	Parties	En veilleuse. Aucun problème identifié.
1303,2	Surveiller la mise en œuvre du chapitre et déterminer les mesures qu'il pourrait être nécessaire de concilier.	Aucune date	Comité des mesures relatives aux communications	Jamais amorcé

Chapitre 14 : Transports

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
1408,1	Établir un connaissance national uniforme.	1 ^{er} juillet 1995	Parties	En veilleuse. Les connaissances sont considérés relativement conciliés.

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

1408,1	Établir et maintenir des règles uniformes régissant le poids et la dimension des véhicules à moteur.	Aucune date	Parties	En cours
1408,1	<p>Règles de sécurité concernant les transporteurs routiers – Mettre en application le Code national de la sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> – heures de service – sécurité des charges – entretien des véhicules commerciaux – inspections sur la voie publique – inspections de voyage – vérifications de conformité – cotation de sécurité – vérifications dans les établissements 	1 ^{er} janvier 1996	Parties	<p>En cours. Ébauche de norme proposée en cours.</p> <p>En cours. Norme approuvée; mise en œuvre à venir.</p> <p>En cours. Modifications proposées.</p> <p>En cours. Modifications proposées.</p> <p>En cours. Modifications proposées.</p> <p>En cours. Norme approuvée; ébauche en cours.</p> <p>En cours. Norme presque approuvée.</p>

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

1408,1	Préparer un plan de travail en vue de la mise en place d'arrangements harmonisés concernant la désignation des mandataires aux fins de la signification.	1 ^{er} juillet 1995	Conseil des ministres du transport	En veilleuse. Ce problème est considéré comme étant couvert par le chapitre 6.
1408,1	Préparer un plan de travail en vue de l'établissement d'un mécanisme harmonisé pour la perception de la taxe sur les carburants, de la taxe de vente et des droits d'immatriculation .	1 ^{er} juillet 1995	Conseil des ministres du transport	En cours. Discuté au besoin.
1410,2	S'efforcer de négocier la libéralisation ou l'élimination des mesures énumérées à l'annexe 1410.1 - y compris les règles d'ordre économique sur les autobus.	Tous les deux ans	Conseil des ministres du transport	En cours
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Chapitre 15 : Protection de l'environnement

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
1508	Harmoniser les mesures environnementales.	Aucune date	Parties	En cours. Trois sous-accords en cours de négociation.
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				

Chapitre 16 : Dispositions institutionnelles

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS</i>				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
<i>OBLIGATIONS PÉRIODIQUES</i>				
1602,2	Présenter un rapport sur les effets de l'Accord dans chaque province et recommander des mesures propres à aider les Parties à s'y adapter.	Annuellement	Groupe de travail sur les mesures d'adaptation	Jamais amorcé

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

1601,6	Préparer un rapport annuel sur l'application de l'Accord, notamment sur l'application des procédures de règlement des différends.	Annuellement	Comité sur le commerce intérieur	<u>Annuel</u> Rapport 2000-2001 pas soumis
<i>OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE</i>				
1602,3	Le Groupe de travail sur les mesures d'adaptation doit se réunir.	Au moins tous les six mois ou selon la fréquence différente dont il convient.	Groupe de travail sur les mesures d'adaptation	Jamais amorcé

Chapitre 17 : Procédures de règlement des différends

Article	Obligations en
---------	----------------

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

Chapitre 18 : Dispositions finales

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	Responsabilité	État actuel
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES NÉGOCIATIONS				
Toutes les obligations ont été acquittées.				
OBLIGATIONS QUI EXIGENT DES RÉVISIONS				
1809,4	Examiner l'efficacité des mécanismes de consultation et de participation aux négociations internationales.	1 ^{er} juillet 1996	Parties	Jamais amorcé
1810,4	Examiner la portée et le champ d'application de l'Accord.	Annuellement	Comité du commerce intérieur	Jamais amorcé
OBLIGATIONS PÉRIODIQUES				
1801, 3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes en matière de développement économique régional.	Annuellement	Chaque Partie	<p><u>Annuel</u> Rapport 1996-1997 pas soumis (C.-B., MB, QC et N.-B.) Rapport 1997-1998 pas soumis (C.-B., MB et N.-B.) Rapport 1998-1999 pas soumis (C.-B., MB, ON et N.-B.) Rapport 1999-2000 pas soumis (C.-B., MB, ON, QC, N.-B., T.- Y. et CA)</p> <p>Certaines Parties ont indiqué qu'elles n'avaient aucun programme de développement économique régional.</p>

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

1801,4 1801,5	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans à partir du 1 ^{er} juillet 2000 ou après l'adoption des programmes	Chaque Partie avec des programmes de développement économique régional	Seul le Canada a publié un tel rapport.
------------------	---	---	--	---

OBLIGATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE

1801, 3(a)	Informé le Secrétariat de ses programmes de développement économique régional.	Délai raisonnable après le 1 ^{er} juillet 1995	Chaque Partie	Rapport pas soumis (MB et C.-B.)
---------------	--	---	---------------	----------------------------------

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

**TABLEAU « B » ⁷
OBLIGATIONS EN SUSPENS PAR PARTIE**

CANADA

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants,	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1999-2000 pas soumis

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
513,7	Informier le Secrétariat du nom des membres des groupes d'examen sur les marchés publics.	1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
Chapitre 11 : Transformation des ressources naturelles			
Annexe 1102,3	Aviser des mesures non-visées par l'Accord.	Aucune date	Pas soumis
Chapitre 14 : Transports			
1411	Éliminer graduellement les critères d'entrée d'ordre économique régissant le camionnage local.	1 ^{er} janvier 1998	En suspens en attendant la révocation de la partie III de LTR

⁷ en date de juillet 2001

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

Chapitre 17 : Règlement des différends			
1705,1	Informers le Secrétariat de la liste des membres du groupe spécial.	Aucune date	Pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(a)	Informers le Secrétariat des programmes de développement économique régional.	Délai raisonnable après le 1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1996-1997, 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

ALBERTA

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
AUCUNES			

SASKATCHEWAN

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
508,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés pour des raisons de développement économique régional.	Annuellement	1998-1999 pas soumis
513,7	Informers le Secrétariat du nom des membres des groupes d'examen sur les marchés publics.	1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
Chapitre 17 : Règlement des différends			

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

1705,1	Informers le Secrétariat du nom des membres du groupe spécial.	Aucune date	Pas soumis
1713,1	Informers le Secrétariat du nom des examinateurs.	1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis

MANITOBA

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A,	Annuellement	1999-2000 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(a)	Informers le Secrétariat des programmes de développement économique régional.	Délai raisonnable après le 1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1996-1997, 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

ONTARIO

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1996-1997 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1996-1997 pas soumis
513,7	Informers le Secrétariat du nom des membres des groupes d'examen sur les marchés publics.	1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

QUÉBEC

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1996-1997 et 1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

NOUVEAU-BRUNSWICK

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			

SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1996-1997 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
Chapitre 17 : Règlement des différends			
1705,1	Informé le Secrétariat de la liste des membres du groupe spécial.	Aucune date	Pas soumis
1713,1	Informé le Secrétariat du nom des examinateurs.	1 ^{er} juillet 1995	Pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1996-1997, 1997-1998 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

NOUVELLE-ÉCOSSE

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1996-1997 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1996-1997 pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis

**SECRÉTARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
508,4(a)	Préparer un rapport écrit annuel sur les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics énumérés à la colonne II de l'annexe 508,3.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
508,4(b)	Examiner les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics énumérés à la colonne II de l'annexe 508,3.	1 ^{er} janvier 1998	Pas soumis
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1996-1997, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
Chapitre 17 : Règlement des différends			
1705,1	Informers le Secrétariat de la liste de membres du groupe spécial.	Aucune date	Pas soumis
1713,1	Informers le Secrétariat du nom des examinateurs.	juillet 1995	Pas soumis

SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000

TERRE-NEUVE

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
508,4(b)	Examiner les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics énumérés à la colonne II de l'annexe 508,3.	1 ^{er} janvier 1998	En cours
511,1	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics passés par les entités énumérées à l'annexe 502,1A.	Annuellement	1995-1996, 1998-1999 et 1999-2000 pas soumis
511,3	Préparer un rapport annuel sur les marchés publics non-visés qui dépassent la valeur-seuil.	Annuellement	1998-1999 et 1999-2000 pas soumis

**SECRETARIAT DU COMMERCE INTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1999-2000**

YUKON

Article	Obligations en suspens	Date d'échéance	État actuel
Chapitre 5 : Marchés publics			
508,4(b)	Examiner les politiques et les programmes non-conformes en matière de marchés publics énumérés à la colonne II de l'annexe 508,3.	1 ^{er} janvier 1998	Pas soumis
Chapitre 6 : Investissement			
615(b)	Préparer un rapport annuel sur les stimulants.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
Chapitre 18 : Dispositions finales			
1801,3(c)	Préparer un rapport annuel écrit sur ses programmes de développement économique régional.	Annuellement	1999-2000 pas soumis
1801,4	Effectuer une évaluation de ses programmes de développement économique régional et de la rendre publique.	Tous les cinq ans débutant le 1 ^{er} juillet 2000 ou après leur adoption	Pas soumis

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

Annexe E

ÉTATS FINANCIERS

**SECRÉTARIAT DU
COMMERCE INTÉRIEUR**

31 mars 2000

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil de gestion du
Secrétariat du commerce intérieur

Nous avons vérifié le bilan du **Secrétariat du commerce intérieur** au 31 mars 2000 et l'état des résultats et de l'actif net de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Secrétariat du commerce intérieur. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le Secrétariat du commerce intérieur, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme indiqué à la note 8 afférente aux états financiers, le **Secrétariat du commerce intérieur** ne capitalise ni n'amortit ses immobilisations. Les états financiers ne sont donc pas conformes, à cet égard uniquement, aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

À notre avis, à l'exception de l'effet de l'omission de capitalisation et d'amortissement des immobilisations, comme le mentionne le paragraphe précédent, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du **Secrétariat du commerce intérieur** au 31 mars 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Winnipeg, Canada
le 16 mai 2000

Ersat & Young s.r.l.

Comptables agréés

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

Secrétariat du commerce intérieur

BILAN

Au 31 mars

	2000	1999
\$	\$	
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	164 589	153 437
Débiteurs	45 108	15 199
	<hr/> 209 697	<hr/> 168 636
Immobilisations		
Ordinateurs, mobilier et matériel de bureau [note 2]	1	1
	<hr/> 209 698	<hr/> 168 637
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	32 165	111 953
Apports reportés		
Gouvernement fédéral [note 3]	39 706	40 917
Provinces et territoires [note 4]	137 827	15 767
Total du passif à court terme	<hr/> 209 698	<hr/> 168 637
Actifs nets	<hr/> —	<hr/> —
	<hr/> 209 698	<hr/> 168 637

Voir les notes afférentes aux états financiers

Au nom du Secrétariat du

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

Secrétariat du commerce intérieur

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 31 mars

	2000	1999
	\$	\$
PRODUITS		
Apports		
Gouvernement fédéral [note 3]	332 937	401 549
Provinces et territoires [note 4]	335 283	405 933
Intérêts		
Compte bancaire du gouvernement fédéral [note 3]	4 900	7 064
Compte bancaire des provinces et territoires [note 4]	2 553	2 680
	675 673	817 226
CHARGES		
Immobilisations		
Ordinateurs	11 781	10 844
Matériel de bureau	415	444
Communications	13 718	12 460
Frais relatifs aux installations	38 985	38 985
Taxe sur les produits et services (nette)	11 443	15 199
Services professionnels	7 075	28 565
Réunions et conférences	27 052	74 214
Frais de bureau	39 444	50 940
Personnel	403 691	368 377
Projets	(5 187)	97 983
Formation	1 013	2 160
Traduction	49 822	53 588
Déplacements	76 421	63 467
	675 673	817 226
Excédent des produits par rapport aux charges de l'exercice	—	—
Actifs nets au début de l'exercice	—	—
Actifs nets à la fin de l'exercice	—	—

Voir les notes afférentes aux états financiers

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

1) STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Secrétariat du commerce intérieur est une association non constituée en personne morale qui a été fondée le 8 août 1995, comme exigé par l'Accord sur le commerce intérieur. Le but de cet accord est de réduire et d'éliminer, dans la mesure du possible, les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada.

Le rôle du Secrétariat du commerce intérieur est de fournir un soutien administratif et opérationnel au comité sur le commerce intérieur ainsi qu'à d'autres groupes de travail ou comités mis sur pied pour mettre en œuvre l'Accord sur le commerce intérieur.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Méthode comptable

Les états financiers ont été dressés par la direction du Secrétariat du commerce intérieur conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, sauf pour les exceptions indiquées ci-dessous. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés à partir d'un jugement prudent, et ce, selon les normes raisonnables d'appréciation de l'importance relative.

Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises. Au cours de l'exercice, 12 196 \$ [11 288 \$ en 1999] ont été passés en charges relativement à des immobilisations. Les principes comptables généralement reconnus exigent que les immobilisations soient capitalisées et amorties sur leur durée d'utilisation prévue. L'effet de cette convention est décrit à la note 8.

Constatation des produits

Le Secrétariat du commerce intérieur adopte la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits au cours de l'exercice où les charges correspondantes sont engagées. Les apports à recevoir sont constatés si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception finale peut être raisonnablement assurée.

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

3) APPORTS – GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

D'après la convention de financement conclue avec le gouvernement fédéral, le Secrétariat du commerce intérieur doit recevoir des apports pour couvrir 50 % des dépenses admissibles engagées au cours de l'exercice.

Les apports du gouvernement fédéral pour l'exercice sont comme suit :

	2000	1999
	\$	\$
Apports reportés (apports à recevoir) au début de l'exercice	40 917	(16 390)
Apports reçus au cours de l'exercice	331 726	458 856
	372 643	442 466
Apports requis		
50 % des dépenses admissibles 675 673 \$ [817 226 \$ en 1999]	337 837	408 613
Déduire les intérêts créditeurs sur les avances versées par le gouvernement fédéral		(4 900) (7 064)
	332 937	401 549
Apports reportés à la fin de l'exercice	39 706	40 917

4) APPORTS – PROVINCES ET TERRITOIRES

D'après l'Accord sur le commerce intérieur, le Secrétariat du commerce intérieur doit recevoir des provinces et territoires des apports pour couvrir 50 % des dépenses admissibles engagées au cours de l'exercice.

Les apports des provinces et territoires pour l'exercice sont comme suit:

	2000	1999
	\$	\$
Apports reportés au début de l'exercice	15 767	37 028
Apports reçus au cours de l'exercice	457 343	384 672
	473 110	421 700
Apports requis		
50 % des dépenses admissibles de 675 673 \$ [817 226 \$ en 1999]	337 836	408 613
Déduire les intérêts créditeurs sur les avances versées par les provinces et territoires	(2 553)	(2 680)
	335 283	405 933
Apports reportés à la fin de l'exercice	137 827	15 767

Secrétariat du commerce intérieur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2000

5) ENGAGEMENTS DÉCOULANT D'UN BAIL

Les loyers annuels minimums que le Secrétariat du commerce intérieur est tenu de verser en vertu d'un bail qui arrivera à échéance le 15 février 2001 sont comme suit :

	\$
2001	16 867

De plus, l'organisme est responsable de sa quote-part des coûts des parties communes qui totalise actuellement quelque 1 800 \$ par mois.

6) DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

La poursuite des activités du Secrétariat du commerce intérieur est conditionnelle au financement continu des juridictions fédérale, provinciales et territoriales.

7) ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'a pas été dressé puisqu'il ne fournissait pas de renseignements additionnels.

8) IMMOBILISATIONS

Le Secrétariat du commerce intérieur impute les acquisitions d'immobilisations aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus qui exigent que les immobilisations soient capitalisées et amorties sur leur durée d'utilisation prévue. La durée d'utilisation prévue des éléments d'immobilisations, comprenant les ordinateurs, le mobilier et le matériel de bureau, est habituellement de cinq ans. Si les immobilisations avaient été capitalisées et amorties sur leur durée d'utilisation prévue, soit cinq ans, les immobilisations passées en charge pour l'exercice en cours auraient été inférieures de 12 196 \$ [11 288 \$ en 1999], les charges d'amortissement auraient été supérieures de 33 426 \$ [31 591 \$ en 1999], les produits d'apports auraient été supérieurs de 21 229 \$ [20 303 \$ en 1999] et les immobilisations et les apports reportés présentés au bilan auraient été supérieurs de 25 199 \$ [49 451 \$ en 1999].